(1)

(N° 134.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 MARS 1876.

VISA DE TITRES D'ANNUITES PAR LA TRÉSORERIE (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. JACOBS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que le Gouvernement soumet à vos délibérations est la reproduction à peu près textuelle de celui qu'il a présenté le 17 juin 1873, sauf qu'un amendement, proposé par la section centrale d'alors, en forme le second paragraphe. Deux mots seulement de quelque importance en ont été biffés dans le but d'autoriser les avances sur matériaux approvisionnés sans exiger qu'ils soient nécessairement à pied d'œuvre. Il va néanmoins sans dire que ces matériaux devront être pour l'État une garantie sérieuse et réelle; ce n'est que dans ce cas que le Gouvernement usera des pouvoirs que le projet de loi propose de lui accorder.

Mais si le texte du projet est à peu près le même, l'application qui en sera faite par le Gouvernement sera fort différente.

En 1873, M. le Ministre des Finances ne voulait l'appliquer qu'aux travaux à faire; il s'occupait de l'avenir; aujourd'hui, dans le but de venir en aide à un grand établissement de crédit, ébranlé dans ses bases, le Gouvernement annonce l'intention de remettre des annuités en paiement des travaux actuellement faits, sans attendre qu'ils soient achevés et en état d'être reçus; il liquide le passé.

C'est là la principale utilité du projet et ce qui le différencie de son prédécesseur mort-né.

L'une des raisons qui expliquent ces applications différentes d'un même texte, c'est que depuis 1873, il s'est produit un fait important : une société spéciale, la Société de construction de chemins de fer, dont l'unique objet

(1) Projet de loi, n° 133.

(2) La commission était composée de MM. TACK, président, PIRMEZ, JACOBS, DANSAERT, AMÉDÉE VISART, ANSPACH et WOUTERS.

est d'exécuter les lignes comprises dans la convention du 25 avril 1870, s'est substituée à la Société des chemins de fer des Bassins Houillers du Hainaut. On n'a pas à craindre de voir les ressources, que le projet de loi a pour but de mettre à sa disposition, détournées de leur destination pour soutenir des entreprises étrangères; elles serviront à désintéresser la Banque de Belgique dont les avances, s'élevant à plus de douze millions, ont permis à la Société de construction de pousser ses travaux au point où ils sont aujourd'hui; elles aideront ensuite cette société à poursuivre activement son œuvre.

Dans les conditions où ces avances se feront, toujours couvertes par des travaux faits ou des matériaux approvisionnés avec une marge de 15 p. % en faveur de l'État, celui-ci n'est exposé à aucune chance de perte. C'est la condition essentielle dont le Gouvernement devra se préoccuper dans l'exécution de la loi. car la sollicitude qu'il témoigne pour des intérêts respectables ne peut aller en aucun cas jusqu'à sacrifier les siens.

Bien que le Trésor ne doive courir aucun risque, il est incontestable que le Gouvernement, en faisant usage des pouvoirs qui seront mis à sa disposition, peut rendre à la Société de construction de signalés services. Il sera dans son droit en s'en prévalant pour régler un grand nombre de ces contestations qui s'élèvent toujours entre l'entrepreneur et le propriétaire pour lequel celui-ci travaille.

En réponse à une question de la section centrale de 1873, le Gouvernement, après avoir énuméré les moyens de coercition qu'il possédait pour contraindre la Société des Bassins Houillers à remplir ses engagements, ajoutait que, lorsqu'il ferait l'application de la loi, il pourrait prendre d'autres garanties. Toutes les garanties qu'on avait en vue alors et auxquelles la section centrale attachait une grande importance seront maintenues, M. le Ministre en a donné l'assurance à votre commission.

« Non-seulement, lisons-nous dans le rapport fait, au nom de cette section centrale, par M. Visart, il pourra subordonner le visa anticipatif à toutes les garanties que les circonstances rendront nécessaires, mais il pourra, en retour, demander à la Société des Bassins Houillers toutes les concessions que réclamerait l'intérêt du Trésor ou des populations. »

Il n'est pas possible de déterminer dès à présent les avantages que le Trésor ou les populations pourront retirer de l'application de la loi; mais il est certain qu'elle sera entre les mains du Gouvernement une arme puissante de l'usage de laquelle il devra rendre compte

La situation des créanciers et actionnaires de la Banque de Belgique et de la Société de construction mérite des égards; mais c'est avant tout pour assurer au public d'utiles moyens de communication, pour empêcher que la crise actuelle n'en retarde trop longtemps l'exécution, que le projet de loi est déposé; s'il a pour effet accessoire de sauvegarder les intérêts du Trésor et de terminer à l'amiable les différends nés ou à naître entre l'État et la Société de construction, on ne pourra que s'en féliciter.

Votre commission vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,

V. JACOBS.

Le Président,

P. TACK.